



CIRANO

Centre interuniversitaire de recherche
en analyse des organisations

RAPPORT BOURGOGNE

**LA PERFORMANCE
ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC :
CONSTATS ET DÉFIS**

MARCEL BOYER

Président-directeur général, CIRANO

Professeur de science économique, Université de Montréal

(Février 2001)

2001RB-01

Les Rapports Bourgogne

Documents de synthèse portant sur des questions d'intérêt général produits par des Fellows CIRANO, les Rapports bourgogne contribuent à alimenter la réflexion et le débat public sur des questions d'actualité. Les idées et les opinions émises dans ces rapports sont sous l'unique responsabilité des auteurs, et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires corporatifs, universitaires et gouvernementaux.

The Burgundy Reports

The Burgundy Reports are written by CIRANO Fellows on issues of general interest, and aim at encouraging discussion and debate. The observations and viewpoints expressed are the sole responsibility of the authors; they do not necessarily represent positions of CIRANO or its corporative, university or governmental partners.

CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les organisations-partenaires / The Partner Organizations

- École des Hautes Études Commerciales
- École Polytechnique
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université Laval
- Université McGill
- Ministère des Finances du Québec
- MRST
- Alcan inc.
- AXA Canada
- Banque du Canada
- Banque Laurentienne du Canada
- Banque Nationale du Canada
- Banque Royale du Canada
- Bell Québec
- Bombardier
- Bourse de Montréal
- Développement des ressources humaines Canada [DRHC]
- Fédération des caisses Desjardins du Québec
- Hydro-Québec
- Industrie Canada
- Pratt & Whitney Canada Inc.
- Raymond Chabot Grant Thornton
- Ville de Montréal

© 2001 Marcel Boyer. Tous droits réservés. All rights reserved.

Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.

Short sections may be quoted without explicit permission, provided that full credit, including © notice, is given to the source.

ISSN 1702-000X

*La sous-
performance du
Québec dure
depuis près de
vingt ans.*

Les problèmes socio-économiques qui affligent le Québec, entre autres aux chapitres des services de santé, de l'enseignement collégial et universitaire, de la R&D industrielle, du soutien aux industries culturelles, du développement des activités récréatives et du maintien d'équipes de sport professionnel sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance relative du Québec en termes de croissance, de développement économique et de création d'emploi. Nous verrons que cette sous-performance du Québec dure depuis près de vingt ans et qu'elle s'est sensiblement accentuée depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Malgré une croissance économique réelle de près de 2,1% par an depuis le début des années quatre-vingts, la situation relative du Québec se dégrade et il deviendra de plus en plus difficile, voire impossible, pour le Québec de maintenir des services économiques et sociaux de qualité comparable à celle que peuvent et pourront s'offrir ses partenaires économiques immédiats que sont le reste du Canada (ROC) et les États-Unis. Nous sommes en train de préparer des jours difficiles pour nos enfants. Il est temps de sonner l'alarme. Un coup de barre vigoureux s'impose : Le Québec a un urgent besoin d'une véritable nouvelle révolution tranquille et le temps presse.

LA PERFORMANCE RELATIVE DU QUÉBEC

Avant de présenter les principaux éléments de ce que pourrait être cette nouvelle révolution des idées et mentalités, il est nécessaire de bien documenter l'évolution économique du Québec des deux dernières décennies. Les quelques "faits" suivants devraient être suffisants pour convaincre les décideurs politiques, économiques et sociaux et l'ensemble des citoyens du Québec de l'urgence de la situation.

Les faits.

1. De 1981 à 1999, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel, le produit intérieur brut réel qui est une mesure généralement reconnue de la santé économique et de la création de richesse d'une société, a été de 2,1% au Québec comparativement à 2,8% dans le reste du Canada (ROC). En d'autres termes, le PIB réel a augmenté de 45,2% au Québec et de 64,2% au ROC durant cette période. Le PIB réel québécois qui représentait 24,0% du PIB canadien au début des années quatre-vingts n'en représente plus en 1999 que 21,9%.
2. Au cours de la période 1990-99, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 2,0% au Québec par rapport à 2,6% au ROC. À ce rythme, le PIB réel par tête du Québec passera en 25 ans (une génération) de 26 213 \$, son niveau en 1999, à 43 199\$, une augmentation de 64,8%, alors que le PIB réel par tête du ROC passera de 29 708\$ à 56 793\$, une augmentation de 91,2%. Ainsi, le PIB réel par tête du Québec, qui accusait un retard de 11,8% en 1999 par rapport à celui du ROC, accusera dans une génération un retard de 23,9%. En d'autres termes, la différence de PIB par famille de quatre personnes entre le Québec et le ROC passera de 13 980\$ en 1999 à 54 376\$ en 2024, tout ça en dollars de 1992 !
3. De 1981 à 1999, le nombre total d'emplois a augmenté au Québec de 568 000, soit une croissance de 20,4% pour l'ensemble de cette période de 18 ans. Cette performance qui peut paraître très favorable doit être comparée à celles de nos voisins immédiats que sont le ROC et les États-Unis. Le ROC a créé durant cette période 2 666 000 emplois, une croissance de 31,3% et les États-Unis ont créé 33 092 000, une croissance de 33,0%. Pour la période 1990-99, le nombre d'emplois a augmenté de 6,9% au Québec, de 12,4% au ROC et de 12,4% également aux États-Unis.
4. En d'autres termes, l'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC et ce, depuis au moins 25 ans. De plus, la situation ne s'améliore pas, bien au contraire. Ainsi, alors que le Québec représentait 25,7% de la population du Canada en 1986, il n'a créé que 19,6% des emplois créés au Canada entre 1981 et 1990. Pour la période de 1990 à 1999, ce pourcentage a chuté à 15,0%, alors que le Québec re-

De 1981 à 1999, le PIB réel augmentait de 64,2 % au ROC et de 45,2% au Québec.

La différence de PIB par famille de quatre personnes entre le Québec et le ROC passera entre 1999 et 2024 de 13 980\$ à 54 376\$, tout ça en dollars de 1992.

Entre 1990 et 1999, les emplois ont augmenté de 12,4% au ROC et aux USA, et de 6,9% au Québec.

L'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC et ce, depuis au moins 25 ans.

La part du Québec dans la création d'emplois à temps plein au Canada a chuté à 13,9% dans la période 1990-99 .

Si le Québec avait depuis 1981 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, 349 000 emplois de plus auraient été créés.

Les écarts véritables de taux de chômage entre le Québec et le ROC ou les États-Unis sont en réalité beaucoup plus importants que ne l'indiquent les données officielles.

présentait en 1996 environ 24,5% de la population canadienne.

5. En somme, si le Québec avait depuis 1981 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, soit une augmentation de 32,9% des emplois (moyenne pondérée ROC et États-Unis, avec des poids respectifs de 0,086 et 0,914) plutôt que celle observée de 20,4%, ce sont 917 000 emplois qui auraient été créés, soit 349 000 ou 61,4% de plus que les 568 000 emplois effectivement créés.
6. Les deux paragraphes précédents réfèrent au nombre total d'emplois et incluent donc tant les emplois à temps plein que les emplois à temps partiel. La situation au chapitre des emplois à temps plein seulement est la suivante. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 9,2% au Québec entre 1981 et 1990 comparativement à 14,2% au ROC. Pour la période allant de 1990 à 1999, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 5,2% au Québec (139 000 emplois) et de 10,5% au ROC (859 000 emplois). Ainsi, alors que 18,0% des emplois à temps plein créés au Canada dans la période 1981-90 ont été créés au Québec, la part de ce dernier dans la création d'emplois à plein temps au Canada a chuté à 13,9% dans la période 1990-99, une évolution pour le moins inquiétante !
7. Le taux d'emploi, mesuré par le pourcentage de la population de 15 ans et plus détenant un emploi, est un indicateur crédible et révélateur de la santé économique d'une société. Or, ce taux pour la période 1996-99 (4 ans) est sensiblement inférieur au Québec à 55,5% par rapport au ROC à 60,8% et aux États-Unis à 64,0%. Pour que le taux d'emploi au Québec soit égal au taux pondéré du ROC et des États-Unis (63,7%), il faudrait au Québec 469 000 emplois de plus que les 3 358 000 emplois de 1999, soit 14% plus d'emplois.
8. Ces résultats impliquent que le taux de chômage mesuré au Québec (9,5% en 1999) se compare désavantageusement aux taux mesurés au ROC (7,0%) et aux États-Unis (4,2%) : les écarts " véritables " entre le taux de chômage du Québec et ceux du ROC ou des États-Unis sont en réalité beaucoup plus importants que ne l'indiquent les données officielles.
9. L'écart entre les taux d'emploi Québec - ROC - États-Unis est particulièrement frappant pour les hommes de 55-64 ans. Ce taux a baissé de manière significative au Québec depuis 25 ans. Alors que près de 71,7% des hommes de 55-64 ans détenaient en emploi au Québec en 1976, ce pourcentage est passé à 49,8% en 1996-99, soit une baisse de 22 points. Le

taux d'emploi au ROC a baissé pour le même groupe et la même période de 74,3% à 55,7%, une baisse de 19 points, et aux États-Unis de 71,2% à 65,5%, une baisse de 6 points. Ainsi, moins de la moitié des hommes de 55-64 ans au Québec occupe actuellement un emploi comparativement aux deux tiers aux États-Unis.

10. Au niveau des prestataires d'assurance-chômage/emploi et du nombre de faillites, la situation peu enviable du Québec au sein du Canada n'a pratiquement pas changé depuis les vingt dernières années. Ainsi, bon an mal an, près du tiers des prestataires d'assurance-chômage/emploi au Canada proviennent du Québec, ce qui se traduit par un taux de prestataires (nombre de prestataires per capita) au Québec supérieur de 53,2% au taux du ROC : 33,1 prestataires par 1 000 de population au Québec comparativement à 21,6 au ROC. Quant au nombre de faillites, nous observons que 37% des faillites commerciales et 31% des faillites de ménages au Canada sont québécoises, une situation qui n'a pratiquement pas changé entre les années quatre-vingt et les années quatre-vingt-dix. Le taux de faillites de ménages (nombre de faillites par 1 000 de population) a été de 3,17 au Québec en 1999, un taux de 47,4% supérieur au taux de 2,15 observé au ROC.
11. En termes de rémunération hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire), la position du Québec par rapport au reste du Canada s'est dégradée depuis 20 ans. Alors que le niveau relatif de la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au niveau observé au Canada était de 98% durant toute la période des années quatre-vingt, ce niveau relatif n'a cessé de décroître depuis le début des années quatre-vingt-dix. Il se situait en 1999 à 93,6%.
12. Au niveau du commerce interprovincial et international, le Québec et le ROC ont des économies de plus en plus ouvertes sur l'extérieur. Plus de la moitié du PIB du Québec est maintenant exporté vers les autres provinces ou vers l'étranger. Les exportations internationales du Québec représentaient quant à elles 35,0% de son PIB en 1999 comparativement à 17,4% au début des années quatre-vingt (1981-83). Les données comparatives pour le ROC sont de 42,3% et 19,8% et le ROC a donc une économie significativement plus ouverte que celle du Québec.
13. On cite de plus en plus souvent les données des secteurs de la haute technologie (produits aéronautiques, pharmaceutiques, électroniques et de communication, machines de bureau et ordinateurs) pour comparer le

Moins de la moitié des hommes de 55-64 ans au Québec occupe actuellement un emploi comparativement aux deux tiers aux États-Unis.

37% des faillites commerciales et 31% des faillites de ménages au Canada sont québécoises

Le niveau relatif de la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au Canada est passé de 98% dans les années 80 à 93,6% en 1999

Si on combine les secteurs des haute et moyenne-haute technologies, le Québec représente moins de 15% des exportations canadiennes.

Québec, et Montréal en particulier, au reste des économies régionales en Amérique du Nord. On cite en particulier les données sur les exportations. Les données disponibles classent généralement les secteurs en quatre niveaux technologiques : haute, moyenne-haute, moyenne-faible et faible technologie. Au niveau des exportations, on mentionne à juste titre qu'entre 45% et 50% des exportations manufacturières canadiennes des secteurs de la haute technologie proviennent du Québec. Mais on oublie trop souvent de mentionner que si les secteurs de haute technologie ont le vent dans les voiles, il n'en est pas de même des secteurs de la moyenne-haute technologie, dont le poids économique est par ailleurs beaucoup plus important. En effet, si on combine les secteurs des haute et moyenne-haute technologies, le Québec représente moins de 15% des exportations canadiennes, une performance plutôt décevante.

Malgré la présence de secteurs en plein développement qui souvent font la une des journaux, forment la trame et constituent la manne des discours de nos dirigeants politiques, la performance économique globale du Québec traîne dangereusement derrière celle du ROC et des États-Unis et ce, depuis deux décennies. De plus, la situation de sous-performance relative du Québec ne s'améliore pas mais a plutôt tendance à se détériorer comme le montrent entre autres la création d'emplois, qui est relativement anémique depuis 25 ans et davantage encore depuis le début des années quatre-vingt-dix, le taux d'activité, qui est relativement faible, et le taux de chômage qui est relativement sous-estimé.

Relativement à ses principaux partenaires socio-économiques, le Québec s'appauvrit à un rythme alarmant !

Tous les indicateurs retenus ici, qui sont par ailleurs les principaux indicateurs de la santé économique et de la création de richesse d'une société, montrent que, relativement à ses principaux partenaires socio-économiques, le Québec s'appauvrit à un rythme alarmant !

Les impacts.

La situation économique relative du Québec, si elle devait continuer à se dégrader comme c'est le cas depuis près de 20 ans, laisse entrevoir des crises de plus en plus sérieuses .

Les impacts de la sous-performance québécoise:

- la dégradation relative des services de santé et des services sociaux,
- la baisse de la qualité relative de l'éducation à tous les niveaux, de la formation scientifique et professionnelle et de la formation continue,
- le déperissement relatif ou le développement au ralenti des infrastructures (routes, eau potable et eaux usées, télécommunications, inforoute),
- la dégradation de l'environnement,
- le déperissement relatif des industries culturelles (musique, danse, théâtre, musées, festivals),
- la baisse de la qualité relative des activités récréatives de toutes sortes (baisse de qualité, voire disparition, des équipes de sport professionnel de haut niveau).

On parle bien ici de dégradation relative et non absolue. La croissance économique québécoise de près de 2,1% par an en moyenne depuis 1981 a permis au Québec de réaliser des gains de niveau de vie appréciables. Mais la concurrence de sociétés régionales (villes et régions) plus performantes dans la génération de richesse privée et collective, entraînera peu à peu la dégradation relative des services et des institutions du Québec.

Deux causes à la sous-performance du Québec:

- *manque d'incitations à la performance;*
 - *vieillesse des mécanismes publics de coordination*
-

Les institutions québécoises ne parviennent pas à assurer l'affectation, l'utilisation et le développement efficaces des ressources ni à motiver suffisamment les individus.

Les causes.

Pourquoi une telle situation et comment y remédier ? Comment renverser la tendance actuelle ? Comment combler les écarts de sous-performance relative et placer le Québec dans le peloton de tête des économies régionales en Amérique du Nord ? Il faut réaffirmer d'abord et avant tout qu'il n'y a aucune raison de croire que les Québécois diffèrent des Américains ou des citoyens du ROC dans leur désir individuel et collectif de bonifier leur niveau de vie et celui de leurs enfants et dans leur capacité d'y arriver. Mais plusieurs défis devront être relevés. Je présente ci-dessous les principaux jalons de cette réforme en profondeur, de cette véritable nouvelle révolution tranquille, dont le Québec a un urgent besoin. Il revient en bonne partie aux citoyens du Québec de décider de relever ces défis et d'entreprendre ces réformes nécessaires à son plein épanouissement au sein de la société nord-américaine.

La sous-performance économique du Québec me semble résulter essentiellement de deux causes principales, plus flagrantes en termes relatifs qu'en termes absolus :

- ❖ un manque généralisé d'incitations à l'adaptation et à la performance
- ❖ le vieillissement des mécanismes publics de coordination et d'affectation des ressources.

Bref, elle résulte de la sous-performance de ses institutions, organisations et entreprises privées et publiques

- ❖ à assurer l'affectation, l'utilisation et le développement efficaces des ressources : les bonnes ressources aux bons endroits aux bons moments pour la production des bons produits et services ;
- ❖ à motiver les individus
 - à se prendre en charge,
 - à intensifier leurs contributions à l'économie et au mieux-être de la société,
 - à accroître continuellement leur productivité.

Enfin, le taux d'emploi (et le taux d'activité) relativement faible dans tous les groupes d'âge, au Québec par rapport au ROC et aux États-Unis, et les pertes

de croissance et de richesse qui en découlent, résultent

- ❖ d'un calcul avantages-coûts rationnel qui amène trop de Québécois à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

Le syndrome de la retraite à 50-55 ans est un symptôme important parmi d'autres de l'appauvrissement relatif du Québec. Le fait que le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans ait chuté de 22 points de pourcentage entre 1976 et 1996-99 pour atteindre aujourd'hui un niveau d'environ 50%, représente une perte considérable de main-d'œuvre expérimentée et de compétences dont on ne se préoccupe pas suffisamment. Rappelons qu'en 1996-99, le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans était de 55,7% au ROC et de 65,5% aux États-Unis. Le cliché, particulièrement populaire auprès de la classe politique, qui veut que les retraites hâtives et prématurées créent des ouvertures pour les jeunes n'a aucun fondement analytique. Les retraites hâtives et prématurées, en privant l'économie d'une main-d'œuvre importante, compétente et expérimentée, nuisent à la capacité concurrentielle du Québec et ont par conséquent un effet dévastateur sur sa capacité de créer des emplois de qualité supérieure.

Le taux d'emploi relativement faible du Québec peut avoir plusieurs causes. Mentionnons trois possibilités, en référence en particulier aux cas des hommes de 55-64 ans. D'abord, le discours politique ambiant de mise à la retraite à 50-55 ans peut finir par donner l'impression que la meilleure façon de contribuer au bien-être de ses concitoyens est de cesser de travailler. De toute évidence, c'est là une énorme fausseté que trop de nos dirigeants continuent à répéter et à véhiculer en s'imaginant régler un problème de sous-emploi en empêchant les gens de travailler !

Ensuite, et plus fondamentalement, le niveau d'éducation moyen des hommes de 55-64 ans est significativement inférieur au Québec. Le recensement canadien de 1991 indique que le niveau de scolarisation moyen des Québécois de 55-64 ans était de 9,9 années comparativement à 11,1 années au ROC. Ce taux était de 12,2 années aux États-Unis. Il est possible que les Québécois de 55-64 ans aient aujourd'hui plus de difficulté à s'adapter aux changements profonds qu'entraîne la nouvelle économie et l'économie du savoir, à cause d'une scolarité inférieure et ce, même si cette scolarité date des années cinquante. La situation particulièrement regrettable des hommes de 55-64 ans peut être due en bonne partie aux sous-investissements chroniques, tant en quantité qu'en qualité, dans le système d'éducation durant les années cinquante.

*Trop de Québécois
arrivent à la conclusion
qu'il est préférable et plus
payant de ne pas
travailler.*

POUR UNE NOUVELLE SOCIAL-DÉMOCRATIE CONCURRENTIELLE (SDC)

Un des grands débats socio-politiques contemporains porte sur la capacité relative des sociétés nationales à relever les défis économiques et sociaux que posent

Trois défis à relever:

- *Développement accéléré des TIC*
 - *Globalisation des marchés*
 - *Internationalisation des cultures*
-

- ❖ le développement accéléré des technologies d'information et de communication,
- ❖ la globalisation des marchés,
- ❖ l'internationalisation des cultures.

C'est dans ce contexte que plusieurs auteurs et commentateurs politiques ont directement remis en question les acquis, les politiques et plus précisément les pratiques issues du développement des grands programmes sociaux-démocrates du dernier demi-siècle.

Nous pouvons illustrer cette nécessaire remise en question par différents faits “ stylisés ” qui font de plus en plus l'unanimité. Les régions où la social-démocratie traditionnelle est particulièrement bien ancrée connaissent des problèmes non négligeables de performance et de croissance qui remettent en question le modèle même de la social-démocratie. Dans bien des cas, l'investissement privé a stagné, les infrastructures publiques ont été sérieusement négligées, le chômage s'est maintenu à des niveaux anormalement élevés, les gains de productivité ont été faibles, et la création d'emplois a été plus souvent qu'autrement lamentable.

Le constat de faible performance économique relative du Québec depuis près de vingt ans est celui-là même que plusieurs auteurs et observateurs font de l'état actuel de l'ensemble des social-démocraties traditionnelles qui tardent dangereusement à se transformer et à s'adapter aux nouvelles données de l'environnement économique et social façonné, tel que mentionné plus haut, par le développement des technologies d'information et de communication, par la globalisation des marchés et par l'internationalisation des cultures.

Deux exemples particulièrement intéressants viennent à l'esprit. Les réformes envisagées en Angleterre sous le leadership de Tony Blair visent entre

autres à mettre en place des mécanismes d'incitations à la performance dans les services publics basés sur des processus de concurrence réelle ou virtuelle dans la production et la distribution des services publics. En Australie, la National Competition Policy est devenue, avec l'accord plus ou moins volontaire de tous les paliers de gouvernement, l'élément central de la réforme des bureaucraties gouvernementales et des monopoles publics. Une concurrence saine et bien conçue dans le secteur public même est susceptible d'en accroître significativement la performance.

Il apparaît important dès le départ de bien définir ce que j'entendrai ici par la nouvelle social-démocratie. En effet, il existe autant de définitions que d'auteurs, et parfois plus ! Même si certains traits sont omniprésents dans toutes les conceptions. Souvent, la définition se limite à un certain nombre de grands principes (justice, liberté, égalité, fraternité, solidarité, redistribution, etc.) et parfois, ces principes sont ancrés au départ et sans analyses plus poussées dans des structures de pouvoir particulières (administrations publiques, monopoles d'état, réglementations directes des droits individuels et contrôles omniprésents des entreprises privées, etc.).

Définition de la nouvelle Social Démocratie Concurrentielle

La nouvelle social-démocratie dite concurrentielle doit être, d'abord et avant tout, une vision de l'Homme comme être social, vision selon laquelle la poursuite de l'amélioration du bien-être des individus, l'objectif premier et central, passe par la reconnaissance explicite de trois principes fondamentaux :

- la capacité des individus de faire des choix rationnels,
- le partenariat social qui définit et façonne l'individu,
- le besoin crucial de mécanismes explicites et efficaces de coordination et d'incitation permettant un usage optimal des ressources disponibles.

Cette définition nous permettra de caractériser la social-démocratie dite traditionnelle et la social-démocratie dite nouvelle et concurrentielle. Les deux procèdent d'un même point de départ mais la première a non seulement per-

Une concurrence saine et bien conçue dans le secteur public est susceptible d'en accroître significativement la performance.

La finalité ultime de la social-démocratie est l'amélioration optimisée du bien-être des individus

du en cours de route sa véritable finalité, elle a de plus en plus sombré dans la pensée magique : la simple affirmation d'un objectif est vue comme suffisante pour atteindre l'objectif sans que l'on doive se soucier de mettre en place des mécanismes appropriés et réalistes d'évaluation, de coordination et de motivation. Précisons davantage ce concept de nouvelle social-démocratie concurrentielle afin de bien montrer la différence entre ce concept et les concepts de social-démocratie utilisés par d'autres auteurs et commentateurs.

La finalité ultime de la social-démocratie est l'amélioration optimisée du bien-être des individus et toute action sociale et politique doit se justifier par son impact sur le bien-être des individus. La nouvelle social-démocratie concurrentielle exige donc la définition de mesures explicites, crédibles et transparentes de ce bien-être afin de permettre aux citoyens d'abord de jeter un regard critique sur les politiques et performances passées (jusqu'où ont-elles permis une amélioration optimisée du bien-être ?) et ensuite d'imposer aux autorités publiques et politiques une discipline rigoureuse dans la conception des nouvelles politiques et des nouveaux programmes auxquels devront être rattachés des objectifs précis et des procédures rigoureuses, transparentes et indépendantes d'évaluation.

La contribution des politiques et programmes à l'amélioration du bien-être des citoyens doit être non seulement continuellement mesurée et validée mais également optimisée dans le temps et dans l'espace. Cela signifie que les politiques et programmes sociaux-démocrates doivent satisfaire des critères clairs et bien justifiés d'évaluation permettant de mesurer, de comparer et d'actualiser l'évolution temporelle des impacts, à la manière d'une procédure d'évaluation des investissements publics et privés. De façon similaire, les impacts régionaux devront être mesurés et comparés à leurs coûts. Ces procédures doivent permettre d'éclairer les choix et forcer les autorités politiques à élaguer les programmes sous-performants.

L'individu est défini et façonné par son environnement social et à ce titre, la nouvelle social-démocratie concurrentielle attache au contexte social dans lequel s'expriment les choix individuels une importance primordiale. Non seulement doit-elle définir et faire en sorte que soient produits en qualité et quantité suffisantes les biens et services dits publics ou sociaux, au sens rigoureux de l'analyse économique, mais elle doit également faire en sorte que ces biens et services soient distribués efficacement. Je dis bien "faire en sorte" car, nous le verrons plus loin, la nouvelle social-démocratie concurrentielle, en remettant le citoyen au cœur du projet socio-économique, est incompatible avec une bureaucratie omniprésente et un secteur public imposant

propres à la social-démocratie traditionnelle.

Finalement, la nouvelle social-démocratie doit reposer sur des mécanismes d'évaluation, de coordination et d'incitation qui s'appuient sur l'analyse socio-économique des modes d'organisation efficaces. C'est à ce chapitre que la social-démocratie traditionnelle et la nouvelle social-démocratie concurrentielle diffèrent le plus. Alors que la première procède la plupart du temps d'une pensée magique omniprésente, basée sur le postulat d'un État et d'un appareil bureaucratique public bienveillants et omniscients, la seconde au contraire reconnaît et prend explicitement en considération les limites de l'action de l'État, foncièrement non-informé, intéressé et manipulé par les groupes de pression capables d'exploiter de manière stratégique leurs informations privées pour promouvoir leurs propres intérêts dans un marché politique opaque.

C'est à partir de cette conception plus réaliste de l'État que se justifieront dans la nouvelle social-démocratie concurrentielle les limites sévères imposées aux pouvoirs politiques, en particulier dans la production et la distribution de biens et services publics, au profit d'un recours systématique aux processus plus transparents que constituent les processus concurrentiels, de marché ou autres.

Le recours systématique aux mécanismes concurrentiels de coordination et de motivation est susceptible de rendre la nouvelle social-démocratie capable

- d'expérimenter continuellement et de manière créative de nouvelles façons de produire et de distribuer les biens et services sociaux
 - d'éviter le double piège
 - d'un mauvais équilibre, dans lequel la sous-performance des uns s'explique par la sous-performance des autres,
 - d'une croissance insuffisamment destructrice des vieilles technologies et des organisations dépassées.
-

La nouvelle social-démocratie prend en considération les limites de l'action de l'État, foncièrement non-informé, intéressé et manipulé par les groupes de pression capables d'exploiter de manière stratégique leurs informations privées pour promouvoir leurs propres intérêts dans un marché politique opaque.

La social-démocratie traditionnelle est orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes et la sauvegarde des vaches sacrées, bref c'est une social-démocratie tolérante de la médiocrité et endormie dans une langue de bois où la forme et le contenant dominant le réel et le contenu.

La social-démocratie concurrentielle est résolument orientée vers les fins et objectifs, ouverte aux changements technologiques et organisationnels, favorable à l'émergence d'un pouvoir de compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activité.

La social-démocratie traditionnelle s'appuie sur une pensée, un discours et un modèle social usés, vieillis et dépassés. C'est une social-démocratie dénaturée et orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes et la sauvegarde des vaches sacrées, bref une social-démocratie peu motivante, peu innovante, tolérante de la médiocrité, figée et enfermée dans son passé, et endormie dans une langue de bois où la forme et le contenant dominant le réel et le contenu.

La nouvelle social-démocratie concurrentielle est une social-démocratie moderne, innovante, responsable, basée sur un nouveau modèle social issu de l'analyse socio-économique des organisations et des institutions efficaces. C'est une social-démocratie résolument orientée vers les fins et objectifs (à atteindre par les moyens les plus efficaces et économiques possibles), ouverte aux changements technologiques et organisationnels, favorable à l'émergence d'un pouvoir de compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activité. C'est une social-démocratie qui réaffirme continuellement et de manière crédible sa volonté de reconnaître les contributions réelles et tangibles au mieux-être de la société, bref une social-démocratie flexible, motivante, entreprenante, hostile à la médiocrité et allergique à l'exploitation privée du pouvoir public, de ses prérogatives et de ses programmes, par les groupes de pression de toute nature.

Avant de présenter les cinq grands programmes sous-jacents à cette nouvelle social-démocratie concurrentielle, il peut être utile d'en préciser davantage le principe et les éléments fondamentaux. Réaffirmons que l'objectif premier et ultime de la nouvelle social-démocratie concurrentielle est l'amélioration optimisée dans le temps et dans l'espace du bien-être des individus. Pour atteindre cet objectif, il faut redonner aux individus des incitations au travail et aux entreprises la volonté et le pouvoir de créer des emplois, en augmentant la rentabilité personnelle, entrepreneuriale et sociale de ces emplois. Le but est ici d'éviter les pertes de croissance et de richesse qu'entraîne inéluctablement un taux d'emploi trop faible résultant en dernière analyse d'un calcul avantages coûts amenant trop d'individus à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

Il faut dans **un premier programme SDC** :

- favoriser le développement et le maintien de compétences-clés bien définies dans le secteur public et dans le secteur privé;
- revoir le rôle des gouvernements et administrations qui doit d'abord et avant tout être celui :
 - d'identifier les besoins des citoyens en biens et services sociaux, en qualité et en quantité,
 - de faire les arbitrages nécessaires,
 - de gérer les contrats et partenariats public-privé de production et de distribution de ces biens et services au meilleur coût possible.

C'est en assumant efficacement ces compétences-clés que les administrations publiques, motivées par la contrainte électorale, contribueront au maximum au mieux-être des citoyens. Ces administrations ne doivent pas se substituer au secteur privé dont les compétences-clés sont ou doivent être au premier chef de produire efficacement les biens et services privés, sociaux et publics, en utilisant les meilleures ressources humaines et matérielles possibles, motivé comme il se doit par la recherche d'un profit concurrentiel. La réalisation de ce programme exigera dans plusieurs cas une réduction, voire un démantèlement, de l'envergure actuelle de certaines institutions publiques en particulier dans la production de biens et services.

Il sera souvent beaucoup plus efficace pour les autorités politiques de faire produire des biens et services publics par le secteur privé grâce à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance et à l'expérimentation créatrice.

L'entrepreneurship public et privé est une ressource trop importante pour l'avenir de la social-démocratie pour que l'on se mette à le gaspiller en confondant les rôles. On peut à titre d'exemples mentionner les entreprises publiques dans les domaines de la santé et de la finance.

S'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services de santé et de les proposer à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il ne s'ensuit pas qu'il est du ressort de ces autorités politiques de produire ces biens et services directement dans des organisations du secteur public. Il sera souvent et de manière générale beaucoup plus efficace de faire produire ces paniers de biens et services par le secteur privé grâce à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance et à l'expérimentation créatrice.

De même, s'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services financiers (capital de risque et fonds de pension transférables, par exemple) et de les offrir à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il sera souvent beaucoup plus efficace d'implanter et de réaliser ces programmes par l'intermédiaire du secteur privé, grâce encore une fois à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance, que par l'intermédiaire d'institutions financières publiques ou para-publiques agissant en quasi-monopoles et donnant lieu à des possibilités de manipulation plus ou moins occulte des fonds publics.

Enfin, le rôle des administrations publiques est d'assurer dans toute la mesure de leurs possibilités un niveau de vie maximal au meilleur coût possible pour les citoyens. Un moyen potentiellement très efficace pour y arriver est la globalisation des marchés. En effet, cette globalisation permet aux citoyens de se soustraire au pouvoir oligopolistique souvent pernicieux des entreprises para-publiques et des administrations locales.

Il faut dans **un deuxième programme SDC** :

- favoriser la formation, la libéralisation, la dissémination et la compréhension des informations, développements et rouages économiques,
- favoriser le recours systématique aux mécanismes de concurrence
 - non seulement dans les sphères traditionnelles du privé (marchés concurrentiels)
 - mais aussi dans toutes les sphères possibles du secteur public (marchés virtuels).
- s'abstenir de manipuler indûment et de manière parernaliste les signaux de rareté (valeur) relative que sont les prix concurrentiels des biens et services tant publics (éducation, santé et autres) que privés, afin
 - d'éviter les gaspillages de ressources
 - de favoriser l'émergence de solutions innovantes aux problèmes et défis qui se posent.

Seuls des mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent, où les choix de production, de consommation et d'investissements tant publics que privés sont faits de manière efficace sur la base des meilleures informations disponibles, des meilleures compétences disponibles, et des meilleures perspectives de développement, et où le réel et le contenu dominent les clichés et le contenant.

Les mécanismes alternatifs et complémentaires aux marchés concurrentiels doivent être mis en place là où ces marchés concurrentiels pourraient s'avérer inefficaces : on pense en particulier aux mécanismes d'étalonnage ou de benchmarking permettant la concurrence entre unités du secteur public et les mécanismes de competitive tendering permettant une concurrence raisonnable entre le secteur public et le secteur privé.

Seuls des mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent.

Dans un contexte de globalisation des marchés, la croissance économique et l'avantage concurrentiel relatifs des sociétés reposeront de plus en plus sur deux facteurs interreliés que sont la réduction des distorsions implicites aux interventions sociales et économiques de leurs gouvernements et la qualité de leurs ressources humaines, plutôt que sur leurs technologies spécifiques ou leurs dotations en ressources matérielles et naturelles. Cette globalisation permet et permettra d'accéder à de grands marchés dans lesquels la compétence dominera. Il est crucial pour la social-démocratie de pouvoir compter sur des entreprises capables d'affronter cette concurrence basée sur la compétence et de bien s'en sortir. D'où l'importance des mécanismes incitatifs à la performance dans le développement et la mise à jour continue des compétences.

Il faut dans **un troisième programme SDC** :

- favoriser la prise en charge par chaque individu du développement et du maintien de son capital humain et de sa base de compétences,
 - impliquer de manière crédible les entreprises et organisations privées et publiques dans les programmes de formation des compétences aux niveaux collégial et universitaire en favorisant la formation en entreprise des compétences techniques, en exigeant d'elles des analyses rigoureuses et crédibles de leurs besoins futurs, en favorisant le travail supervisé (stages) durant les études,
 - revoir de fond en comble les mécanismes actuels de financement public et privé des institutions d'enseignement (écoles, collèges et universités) pour les soumettre à des mécanismes d'incitations puissants et crédibles en mettant l'accent sur l'efficacité et la compétence avec lesquelles elles s'acquittent de leur mission de produire et de former une relève scientifique et professionnelle compétente dont l'économie et la société ont et auront besoin.
-

Pour concilier les besoins d'incitations à la performance, de flexibilité sur les marchés du travail, d'efficacité dans l'utilisation de nos ressources et donc de vérité dans les prix (concurrentiels) tout en assurant à chaque individu et à chaque ménage un niveau de vie décent, nous devons procéder à une ré-ingénierie profonde des mécanismes de support aux faibles revenus. Ces mécanismes devront dans un quatrième programme SDC être incitatifs pour les individus et les ménages et incitatifs également pour les entreprises privées et les administrations publiques.

Il faut dans le même esprit réduire le coût des embauches, et donc des congédiements, augmenter la rentabilité relative du travail, dynamiser les marchés du travail, favoriser la création d'emplois de haute qualité et favoriser une véritable réinsertion sociale.

Il faut dans **un quatrième programme SDC**:

- diminuer les taux marginaux implicites de taxation lorsque des chômeurs ou des assistés sociaux réussissent à dénicher des emplois à temps plein ou à temps partiel,
 - diminuer les taux marginaux de taxation des hauts salariés
 - substituer aux manipulations plus ou moins paternalistes des prix et au maintien des personnes à faible revenu dans un état quasi-permanent de dépendance, un programme de redistribution directe des revenus qui soit fortement incitatif à l'autonomie des personnes.
-

Il est de connaissance commune que les gouvernements de toutes tendances, mais en particulier de tendance social-démocrate, ont la mauvaise habitude de créer à répétition de nouveaux programmes qui seront très rarement soumis dans le temps à des évaluations rigoureuses.

Il faut dans un **cinquième programme SDC**:

- mettre sur pied des processus et méthodes d'évaluation rigoureuse, transparente, indépendante et crédible des programmes et politiques publics.

On doit malheureusement constater que dans la très grande majorité des cas, les évaluations courantes des divers programmes et politiques sont superficielles et sans fondements analytiques sérieux. Ces évaluations courantes ont souvent pour but d'apporter une caution morale à des interventions mal conçues et mal orientées des pouvoirs publics.

Ces évaluations rigoureuses et indépendantes devraient permettre de comparer les impacts et les coûts des programmes aux objectifs qui au départ les justifiaient. La reconnaissance de la rationalité individuelle exige des autorités politiques qu'elles prennent en considération dans le design de politiques et de programmes les changements anticipés ou prédits dans les comportements individuels suite à l'implantation de ces politiques et programmes. La nouvelle social-démocratie concurrentielle n'a que faire des souhaits et des vœux pieux. Au contraire, elle doit s'appuyer sur la reconnaissance de la capacité des individus de faire des choix par lesquels ils expriment leur rationalité.

La difficulté de l'évaluation de programmes et politiques ne doit pas être sous-estimée. Il peut s'avérer nécessaire de créer à cet effet un organisme indépendant responsable de veiller au développement de méthodes d'évaluation des programmes et des politiques publiques. On doit malheureusement constater que dans la très grande majorité des cas, les évaluations courantes des divers programmes et politiques sont superficielles et sans fondements analytiques sérieux. Ces évaluations courantes ont souvent pour but d'apporter une caution morale à des interventions mal conçues et mal orientées des pouvoirs publics.

Citons par exemple trois cas particulièrement importants : les programmes de création d'emplois, les programmes de soutien à la R&D et les programmes palliatifs de formation offerts aux bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage/emploi. Plus souvent qu'autrement, les évaluations de ces programmes sont truffées de double sinon de triple comptage des résultats et d'une ignorance plus ou moins consciente de leurs coûts réels en termes de pertes d'emplois alternatifs, en termes de déplacement (crowding out) de programmes de R&D alternatifs (coûts d'opportunité) ou encore en termes d'incitations, dus entre autres au financement des programmes, aux orientations ou conditions d'éligibilité des programmes et aux signaux pervers qu'envoient ces programmes aux éventuels bénéficiaires actuels et potentiels.

POUR UNE NOUVELLE RÉVOLUTION TRANQUILLE

C'est donc une véritable révolution que représente pour le Québec la nouvelle social-démocratie concurrentielle par rapport à la social-démocratie traditionnelle. Mais cette révolution est une condition de survie. À défaut de la réaliser, le Québec comme les autres sociétés qui s'agrippent à des modèles de social-démocratie traditionnelle, mal adaptés aux nouveaux environnements sociaux, économiques et culturels, sont vouées à l'appauvrissement relatif et donc à l'échec face aux objectifs premiers de leurs programmes et politiques.

Les sociétés où l'esprit original de la social-démocratie demeure vivant ne peuvent plus se satisfaire des demi-vérités et de la langue de bois dont on les afflige trop souvent sous le couvert de grands et nobles sentiments. Elles doivent faire face à la dure réalité actuelle et aux années exigeantes qui s'en viennent. Atermoiements et palabres au sommet ne jouant que les mêmes rengaines usées et dépassées ou n'apportant que des palliatifs marginaux ne feraient qu'empirer leur évolution et le report de décisions encore plus douloureuses.

La poursuite d'un idéal social-démocrate au Québec passe par une remise en question courageuse de ses institutions. Et le temps presse.

*La poursuite d'un idéal
social-démocrate au
Québec passe par une
remise en question
courageuse de ses
institutions. Et le temps
presse.*

APPENDICE : LES TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau 1 : Produit intérieur brut national et provincial en termes de dépenses, 1981-1999
- Tableau 2 : Population quinquennale par tranche d'âge, 1971-1999
- Tableau 3A : Évolution des emplois (variation en %) 1976-1999
- Tableau 3B : Évolution des emplois à temps plein et à temps partiel, 1976-1999
- Tableau 3C : Évolution des emplois aux Etats-Unis, 1981-1999
- Tableau 4 : Statistiques sur l'emploi au Canada, 1976-1999
- Tableau 5 : Statistiques sur l'emploi des hommes de 55 à 64 ans au Canada, au Québec, aux États-Unis et dans le ROC 1976-1999
- Tableau 6 : Nombre de prestataires d'Assurance-emploi au Canada et au Québec, 1981-1999
- Tableau 7 : Nombre de faillites au Canada et au Québec, 1981-2000
- Tableau 8 : Rémunération hebdomadaire moyenne au Canada et au Québec (incluant le temps supplémentaires), 1983-1999
- Tableau 9A : Données sur le commerce pour le Canada, 1981-1999
- Tableau 9B : Données sur le commerce pour le Québec, 1981-1999
- Tableau 9C : Pourcentage du Québec dans le commerce canadien, 1981-1999
- Tableau 10 : Croissance des exportations par niveau technologique au Québec et au Canada, 1990-1999

Tableau 1

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NATIONAL ET PROVINCIAL EN TERMES DE DÉPENSES, 1981-1999^{N1}**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADIEN**

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
millions \$	360494	379734	411160	449249	485139	511796	558106	611785	656190	678135	683239	698544	724960	767506	807088	833070	877921	901805	957911
var. %	14,4	5,3	8,3	9,3	8,0	5,5	9,0	9,6	7,3	3,3	0,8	2,2	3,8	5,9	5,2	3,2	5,4	2,7	6,2
millions \$92	551 305	535 113	549 843	581 038	612 416	628 575	654 360	686 176	703 577	705 464	692 247	698 544	714 583	748 350	769 082	780 916	815 013	842 002	880 254
var. %	3,0	-2,9	2,8	5,7	5,4	2,6	4,1	4,9	2,5	0,3	-1,9	0,9	2,3	4,7	2,8	1,5	4,4	3,3	4,5

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBÉCOIS

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
millions \$	80 765	85 468	92 056	100 583	107 604	117 321	128 628	140 939	148 429	153 299	155 134	158 357	162 093	170 148	177 107	180 199	187 862	193 695	204 062
var. %	10,5	5,8	7,7	9,3	7,0	9,0	9,6	9,6	5,3	3,3	1,2	2,1	2,4	5,0	4,1	1,7	4,3	3,1	5,4
% PIB CAN	22,4	22,5	22,4	22,4	22,2	22,9	23,0	23,0	22,6	22,6	22,7	22,7	22,4	22,2	21,9	21,6	21,4	21,5	21,3
millions \$92	132 580	128 180	130 811	137 153	141 169	145 901	152 119	158 862	160 184	160 838	157 310	158 357	160 897	167 241	170 366	172 707	178 460	183 835	192 535
var. %	...	-3,3	2,1	4,8	2,9	3,4	4,3	4,4	0,8	0,4	-2,2	0,7	1,6	3,9	1,9	1,4	3,3	3,0	4,7
% PIB CAN	24,0	24,0	23,8	23,6	23,1	23,2	23,2	23,2	22,8	22,8	22,7	22,7	22,5	22,3	22,2	22,1	21,9	21,8	21,9
% PIB ROC	31,7	31,5	31,2	30,9	30,0	30,2	30,3	30,1	29,5	29,5	29,4	29,3	29,1	28,8	28,5	28,4	28,0	27,9	28,0

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ROC

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
millions \$92	418 725	406 933	419 032	443 885	471 247	482 674	502 241	527 314	543 393	544 626	534 937	540 187	553 686	581 109	598 716	608 209	636 553	658 167	687 719
var. %		-2,8	3,0	5,9	6,2	2,4	4,1	5,0	3,0	0,2	-1,8	1,0	2,5	5,0	3,0	1,6	4,7	3,4	4,5

	1981-1990	1990-1999	1981-1999	variation du PIB réel sur 25 ans au taux annuel de 90-99
Variation annuelle moyenne du PIB réel canadien (prix de 1992)	2,8	2,5	2,6	84,9
Variation annuelle moyenne du PIB réel québécois (prix de 1992)	2,2	2,0	2,1	64,8
Variation annuelle moyenne du PIB réel ROC (prix de 1992)	3,0	2,6	2,8	91,2

Note 1

Les données sont désaisonnalisées.

Note 2

Si la croissance amorcée lors des deux premiers trimestres de 2000 se poursuit toute l'année

Tableau 2
POPULATION QUINQUENNALE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999

POPULATION QUINQUENNALE QUÉBÉCOISE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999

Mesure		1971	1976	1981	1986	1991	1996	1999
Moins de 15 ans	milliers	1 800	1 576	1 408	1 358	1 397	1 383	1 336
	% du total	29,3	24,6	21,5	20,2	19,8	19,0	18,2
15 à 44 ans	milliers	2 824	3 137	3 315	3 380	3 421	3 372	3 301
	% du total	46,0	49,0	50,6	50,4	48,4	46,4	44,9
45 à 64 ans	milliers	1 095	1 195	1 252	1 313	1 465	1 649	1 782
	% du total	17,8	18,7	19,1	19,6	20,7	22,7	24,3
65 ans et plus	milliers	419	489	573	658	782	870	926
	% du total	6,8	7,6	8,8	9,8	11,1	12,0	12,6
Total	milliers	6138,0	6397,0	6548,0	6709,0	7065,0	7274,0	7345,0

POPULATION QUINQUENNALE CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999

Mesure		1971	1976	1981	1986	1991	1996	1999
Moins de 15 ans	milliers	6 433	5 960	5 533	5 485	5 790	5 992	5 915
	% du total	29,3	25,4	22,3	21,0	20,7	20,2	19,4
15 à 44 ans	milliers	9 699	11 028	12 220	12 932	13 580	13 771	13 849
	% du total	44,2	47,0	49,2	49,5	48,4	46,4	45,4
45 à 64 ans	milliers	4 068	4 440	4 690	4 947	5 444	6 327	6 940
	% du total	18,5	18,9	18,9	19,0	19,4	21,3	22,8
65 ans et plus	milliers	1 762	2 023	2 377	2 740	3 217	3 582	3 790
	% du total	8,0	8,6	9,6	10,5	11,5	12,1	12,4
Total	milliers	21962,0	23451,0	24820,0	26104,0	28031,0	29672,0	30494,0

POURCENTAGE DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE DANS LA POPULATION CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-199

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	1999
Moins de 15 ans	%	28,0	26,4	25,4	24,8	24,1	23,1	22,6
15 à 44 ans	%	29,1	28,4	27,1	26,1	25,2	24,5	23,8
45 à 64 ans	%	26,9	26,9	26,7	26,5	26,9	26,1	25,7
65 ans et plus	%	23,8	24,2	24,1	24,0	24,3	24,3	24,4
Total	%	27,9	27,3	26,4	25,7	25,2	24,5	24,1

Source

Statistique Canada, CANSIM (C244992, C245136, C245139, C245142, C892538, C892574, C892577
et la sommation des séries C892340, C892358, C892376, C892394, C892412, C892430)

TABLEAU 3A
ÉVOLUTION DES EMPLOIS (VARIATION EN %) 1976-1999

QUÉBEC					
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-99 (9 ans)	81-99 (18 ans)	76-99 (23 ans)
Emploi tot.	11,6	12,6	6,9	20,4	31,7
T. partiel	95,7	35,6	16,0	57,2	146,1
T. plein	3,3	9,2	5,2	14,9	20,4
Plein 2/1 ^N	7,6	11,0	6,1	17,8	26,3

CANADA					
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-99 (9 ans)	81-99 (18 ans)	76-99 (23 ans)
Emploi tot.	18,8	15,8	11,1	28,6	48,6
T. partiel	62,4	32,3	20,1	58,9	118,4
T. plein	12,6	12,9	9,2	23,3	38,6
Plein 2/1 ^N	15,9	14,5	10,2	26,2	43,9

ROC					
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-99 (9 ans)	81-99 (18 ans)	76-99 (23 ans)
Emploi tot.	21,4	16,9	12,4	31,3	54,6
T. partiel	54,7	31,4	21,3	59,3	112,0
T. plein	16,0	14,2	10,5	26,2	45,4
Plein 2/1 ^N	18,9	15,7	11,5	29,0	50,3

ÉTATS-UNIS					
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-99 (9 ans)	81-99 (18 ans)	76-99 (23 ans)
Emploi tot.	21	18,3	12,4	33,0	50,4

Source
Tableaux 3B et 3C

TABLEAU 3B
ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL, 1976-1999

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL AU QUÉBEC, 1976-1999

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Emploi tot.	milliers	2 549	2 553	2 589	2 687	2 752	2 790	2 641	2 684	2 757	2 845	2 931	3 016	3 080	3 124	3 141	3 082	3 041	3 040	3 100	3 147	3 146	3 195	3 282	3 358
	variati. nette	4	36	98	65	38	-149	43	73	88	86	85	64	44	17	-59	-41	-1	60	47	-1	49	87	76	
	variati. %	0,2	1,4	3,8	2,4	1,4	-5,3	1,6	2,7	3,2	3,0	2,9	2,1	1,4	0,5	-1,9	-1,3	0,0	2,0	1,5	0,0	1,6	2,7	2,3	
T. partiel	milliers	230	251	271	300	329	360	376	399	406	450	461	453	468	475	488	520	524	539	532	547	565	571	580	566
	variati. nette	21	20	29	29	31	16	23	7	44	11	-8	15	7	13	32	4	15	-7	15	18	6	9	-14	
	variati. %	9,1	8,0	10,7	9,7	9,4	4,4	6,1	1,8	10,8	2,4	-1,7	3,3	1,5	2,7	6,6	0,8	2,9	-1,3	2,8	3,3	1,1	1,6	-2,4	
	% total	9,0	9,8	10,5	11,2	12,0	12,9	14,2	14,9	14,7	15,8	15,7	15,0	15,2	15,2	15,5	16,9	17,2	17,7	17,2	17,4	18,0	17,9	17,7	16,9
T. plein	milliers	2 319	2 302	2 318	2 387	2 423	2 430	2 265	2 285	2 351	2 395	2 470	2 563	2 612	2 649	2 653	2 562	2 517	2 501	2 568	2 600	2 581	2 624	2 702	2 792
	variati. nette	-17	16	69	36	7	-165	20	66	44	75	93	49	37	4	-91	-45	-16	67	32	-19	43	78	90	
	variati. %	-0,7	0,7	3,0	1,5	0,3	-6,8	0,9	2,9	1,9	3,1	3,8	1,9	1,4	0,2	-3,4	-1,8	-0,6	2,7	1,2	-0,7	1,7	3,0	3,3	
	% total	91,0	90,2	89,5	88,8	88,0	87,1	85,8	85,1	85,3	84,2	84,3	85,0	84,8	84,8	84,5	83,1	82,8	82,3	82,8	82,6	82,0	82,1	82,3	83,1
Plein 2/1 ^N	milliers	2 434	2 428	2 454	2 537	2 588	2 610	2 453	2 485	2 554	2 620	2 701	2 790	2 846	2 887	2 897	2 822	2 779	2 771	2 834	2 874	2 864	2 910	2 992	3 075
	variati. nette	-6,5	26	83,5	50,5	22,5	-157	31,5	69,5	66	80,5	89	56,5	40,5	10,5	-75	-43	-8,5	63,5	39,5	-10	46	82,5	83	
	variati. %	-0,3	1,1	3,4	2,0	0,9	-6,0	1,3	2,8	2,6	3,1	3,3	2,0	1,4	0,4	-2,6	-1,5	-0,3	2,3	1,4	-0,3	1,6	2,8	2,8	

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL AU CANADA, 1976-1999

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Emploi tot.	milliers	9 777	9 915	10 212	10 658	10 969	11 297	10 947	11 027	11 300	11 617	11 979	12 321	12 711	12 987	13 084	12 851	12 760	12 858	13 112	13 357	13 463	13 775	14 141	14 531
	variati. nette	138	297	446	311	328	-350	80	273	317	362	342	390	276	97	-233	-91	98	254	245	106	312	366	390	
	variati. %	1,4	3,0	4,4	2,9	3,0	-3,1	0,7	2,5	2,8	3,1	2,9	3,2	2,2	0,7	-1,8	-0,7	0,8	2,0	1,9	0,8	2,3	2,7	2,8	
T. partiel	milliers	1 228	1 301	1 362	1 479	1 582	1 688	1 758	1 862	1 902	1 994	2 041	2 065	2 153	2 178	2 233	2 346	2 383	2 483	2 495	2 523	2 580	2 635	2 674	2 682
	variati. nette	73	61	117	103	106	70	104	40	92	47	24	88	25	55	113	37	100	12	28	57	55	39	8	
	variati. %	5,9	4,7	8,6	7,0	6,7	4,1	5,9	2,1	4,8	2,4	1,2	4,3	1,2	2,5	5,1	1,6	4,2	0,5	1,1	2,3	2,1	1,5	0,3	
	% total	12,6	13,1	13,3	13,9	14,4	14,9	16,1	16,9	16,8	17,2	17,0	16,8	16,9	16,8	17,1	18,3	18,7	19,3	19,0	18,9	19,2	19,1	18,9	18,5
T. plein	milliers	8 549	8 614	8 850	9 179	9 387	9 609	9 189	9 165	9 398	9 623	9 938	10 256	10 558	10 809	10 851	10 505	10 377	10 375	10 617	10 834	10 883	11 140	11 467	11 849
	variati. nette	65	236	329	208	222	-420	-24	233	225	315	318	302	251	42	-346	-128	-2	242	217	49	257	327	382	
	variati. %	0,8	2,7	3,7	2,3	2,4	-4,4	-0,3	2,5	2,4	3,3	3,2	2,9	2,4	0,4	-3,2	-1,2	0,0	2,3	2,0	0,5	2,4	2,9	3,3	
	% total	87,4	86,9	86,7	86,1	85,6	85,1	83,9	83,1	83,2	82,8	83,0	83,2	83,1	83,2	82,9	81,7	81,3	80,7	81,0	81,1	80,8	80,9	81,1	81,5
Plein 2/1 ^N	milliers	9 163	9 265	9 531	9 919	10 178	10 453	10 068	10 096	10 349	10 620	10 959	11 289	11 635	11 898	11 968	11 678	11 569	11 617	11 865	12 096	12 173	12 458	12 804	13 190
	variati. nette	102	267	388	260	275	-385	28	253	271	339	330	346	264	70	-290	-110	48	248	231	78	285	347	386	
	variati. %	1,1	2,9	4,1	2,6	2,7	-3,7	0,3	2,5	2,6	3,2	3,0	3,1	2,3	0,6	-2,4	-0,9	0,4	2,1	1,9	0,6	2,3	2,8	3,0	

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL DANS LE RESTE DU CANADA (ROC), 1976-1999

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Emploi tot.	milliers	7 228	7 362	7 623	7 971	8 217	8 507	8 306	8 343	8 543	8 772	9 048	9 305	9 631	9 863	9 943	9 769	9 719	9 818	10 012	10 210	10 317	10 580	10 859	11 173
	variati. nette	134	261	348	246	290	-201	37	200	229	276	257	326	232	80	-174	-50	99	194	198	107	263	279	314	
	variati. %	1,9	3,5	4,6	3,1	3,5	-2,4	0,4	2,4	2,7	3,1	2,8	3,5	2,4	0,8	-1,7	-0,5	1,0	2,0	2,0	1,0	2,5	2,6	2,9	
T. partiel	milliers	998	1 050	1 091	1 179	1 253	1 328	1 382	1 463	1 496	1 544	1 580	1 612	1 685	1 703	1 745	1 826	1 859	1 944	1 963	1 976	2 015	2 064	2 094	2 116
	variati. nette	52	41	88	74	75	54	81	33	48	36	32	73	18	42	81	33	85	19	13	39	49	30	22	
	variati. %	5,2	3,9	8,1	6,3	6,0	4,1	5,9	2,3	3,2	2,3	2,0	4,5	1,1	2,5	4,6	1,8	4,6	1,0	0,7	2,0	2,4	1,5	1,1	
	% total	13,8	14,3	14,3	14,8	15,2	15,6	16,6	17,5	17,5	17,6	17,5	17,3	17,5	17,3	17,6	18,7	19,1	19,8	19,6	19,4	19,5	19,5	19,3	18,9
T. plein	milliers	6 230	6 312	6 532	6 792	6 964	7 179	6 924	6 880	7 047	7 228	7 468	7 693	7 946	8 160	8 198	7 943	7 860	7 874	8 049	8 234	8 302	8 516	8 765	9 057
	variati. nette	82	220	260	172	215	-255	-44	167	181	240	225	253	214	38	-255	-83	14	175	185	68	214	249	292	
	variati. %	1,3	3,5	4,0	2,5	3,1	-3,6	-0,6	2,4	2,6	3,3	3,0	3,3	2,7	0,5	-3,1	-1,0	0,2	2,2	2,3	0,8	2,6	2,9	3,3	
	% total	86,2	85,7	85,7	85,2	84,8	84,4	83,4	82,5	82,5	82,4	82,5	82,7	82,5	82,7	82,4	81,3	80,9	80,2	80,4	80,6	80,5	80,5	80,7	81,1
Plein 2/1 ^N	milliers	6 729	6 837	7 078	7 382	7 591	7 843	7 615	7 612	7 795	8 000	8 258	8 499	8 789	9 012	9 071	8 856	8 790	8 846	9 031	9 222	9 310	9 548	9 812	10 115
	variati. nette	108	241	304	209	253	-228	-4	184	205	258	241	290	223	59	-215	-67	57	185	192	88	239	264	303	
	variati. %	1,6	3,5	4,3	2,8	3,3	-2,9	0,0	2,4	2,6	3,2	2,9	3,4	2,5	0,7	-2,4	-0,8	0,6	2,1	2,1	0,9	2,6	2,8	3,1	

Source

Statistique Canada, CANSIM (D980238, D980290, D986360, D986387)

Note

En comptant un emploi à temps plein pour deux emplois à temps partiel

Tableau 3C

ÉVOLUTION DES EMPLOIS AUX ÉTATS-UNIS, 1981-1999

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Emploi total	milliers	88 753	92 017	96 046	98 825	99 303	100 400	99 529	100 822	105 003	107 154	109 601	112 439	114 974	117 327	118 796	117 713	118 488	120 259	123 071	124 908	126 715	129 565	131 463	133 492
	variat. nette	2 923	3 264	4 029	2 779	478	1 097	-871	1 293	4 181	2 151	2 447	2 838	2 535	2 353	1 469	-1 083	775	1 771	2 812	1 837	1 807	2 850	1 898	2 029
	variat. %	3,4	3,7	4,4	2,9	0,5	1,1	-0,9	1,3	4,1	2,0	2,3	2,6	2,3	2,0	1,3	-0,9	0,7	1,5	2,3	1,5	1,4	2,2	1,5	1,5
Taux d'activité ¹³	en %	61,6	62,2	63,2	63,7	63,8	63,9	64,0	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	65,9	66,4	66,5	66,2	66,4	66,3	66,6	66,6	66,8	67,1	67,1	67,1
Taux d'emploi ¹³	en %	56,8	57,9	59,3	59,9	59,2	59,0	57,8	57,9	59,5	60,1	60,7	61,5	62,3	62,9	62,8	61,7	61,5	61,7	62,5	62,9	63,2	63,8	64,1	64,3
Taux de chômage	en %	7,7	7,1	6,1	5,9	7,2	7,6	9,7	9,6	7,5	7,2	7,0	6,2	5,5	5,3	5,6	6,9	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2

Source

US Department of Labor, Census Bureau, Novembre 2000, site internet : <http://stats.bls.gov/datahome.htm>

Note 2

En % de la population civile non-institutionnalisée de 16 ans et plus.

Tableau 4
STATISTIQUES SUR L'EMPLOI AU CANADA, 1976-1999
(A = Taux d'activité ; C = Taux de chômage ; E = Taux d'emploi)

	C.-Britannique			Alberta			Saskatchewan			Manitoba			Ontario			Québec			N.-Brunswick			N.-Écosse			I.-P.-Edouard			Terre-Neuve			Canada		
	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E
1976	61,9	8,7	56,5	67,2	4,0	64,5	60,7	3,9	58,3	61,7	4,7	58,8	64,2	6,2	60,2	58,8	8,7	53,7	54,3	11,0	48,3	55,4	9,5	50,1	56,9	9,6	51,4	49,6	13,1	43,1	61,5	7,2	57,1
1977	62,3	8,5	57,0	67,4	4,6	64,3	61,8	4,5	59,0	61,9	5,9	58,2	64,7	7,0	60,2	59,6	10,3	53,5	54,1	13,2	47,0	55,5	10,5	49,7	57,3	9,8	51,7	50,5	15,7	42,6	62,1	8,1	57,1
1978	63,4	8,3	58,1	68,8	4,8	65,5	62,4	4,9	59,3	63,2	6,5	59,1	65,9	7,2	61,2	60,3	10,9	53,7	55,3	12,5	48,4	56,5	10,5	50,6	58,0	9,7	52,4	51,9	16,1	43,5	63,1	8,4	57,8
1979	64,0	7,7	59,1	70,2	3,9	67,5	62,8	4,2	60,2	64,0	5,4	60,5	67,0	6,5	62,6	60,8	9,7	54,9	55,5	11,1	49,3	56,8	10,2	51,0	59,3	11,1	52,7	52,9	14,9	45,0	64,0	7,5	59,2
1980	64,9	6,8	60,5	71,3	3,8	68,6	63,2	4,4	60,4	64,8	5,5	61,2	67,2	6,9	62,6	61,7	9,9	55,6	56,1	11,1	49,9	57,8	9,7	52,2	59,6	10,8	53,2	53,4	13,2	46,4	64,6	7,5	59,8
1981	65,9	6,7	61,5	72,6	3,9	69,8	63,9	4,6	61,0	65,4	5,9	61,5	68,2	6,6	63,7	61,9	10,5	55,4	56,6	11,6	50,0	57,6	10,1	51,8	59,0	11,2	52,4	53,1	13,9	45,7	65,0	7,6	60,1
1982	65,1	12,3	57,1	72,1	7,8	66,5	64,4	6,3	60,3	65,4	8,5	59,8	68,0	9,8	61,3	60,5	14,0	52,0	55,5	14,1	47,7	57,5	13,1	50,0	58,5	12,9	51,0	52,9	16,7	44,1	64,5	11,1	57,3
1983	64,8	13,9	55,8	71,9	10,7	64,2	65,5	7,4	60,7	66,0	9,5	59,7	67,8	10,4	60,7	61,1	14,0	52,5	55,9	14,8	47,6	58,0	13,1	50,4	60,7	12,5	53,1	52,4	18,8	42,5	64,7	11,9	57,0
1984	64,8	14,9	55,1	72,4	11,2	64,3	65,6	8,0	60,4	66,2	8,4	60,6	68,1	9,0	62,0	61,8	12,9	53,8	55,6	15,0	47,3	59,7	13,1	51,9	60,8	12,9	53,0	53,2	20,4	42,3	65,0	11,3	57,7
1985	65,2	14,2	55,9	72,3	10,0	65,1	66,6	8,2	61,1	66,2	8,3	60,7	68,7	8,1	63,1	62,6	11,9	55,2	57,2	15,2	48,5	59,3	13,6	51,2	61,9	13,4	53,6	53,5	20,9	42,3	65,5	10,6	58,6
1986	65,9	12,5	57,7	72,6	9,9	65,4	67,1	7,7	61,9	66,9	7,7	61,7	69,0	7,0	64,2	62,9	11,0	56,0	58,0	14,3	49,7	60,0	13,1	52,1	62,4	13,5	54,0	53,6	19,2	43,3	66,0	9,7	59,6
1987	66,2	11,9	58,3	72,1	9,7	65,1	66,8	7,3	61,9	66,8	7,4	61,9	69,6	6,1	65,4	63,7	10,3	57,1	58,6	13,1	50,9	60,2	12,3	52,8	63,0	13,1	54,7	53,5	18,0	43,9	66,4	8,8	60,6
1988	66,3	10,3	59,5	72,6	8,1	66,7	66,8	7,5	61,8	66,9	7,9	61,6	70,1	5,0	66,6	64,3	9,4	58,3	59,2	12,0	52,1	61,0	10,2	54,8	64,0	12,9	55,7	54,9	16,4	45,9	66,8	7,8	61,6
1989	67,4	9,1	61,3	72,6	7,3	67,3	66,4	7,4	61,5	67,2	7,6	62,1	70,3	5,1	66,7	64,4	9,3	58,4	59,9	12,4	52,5	61,5	9,8	55,5	64,9	14,1	55,7	55,9	15,7	47,1	67,2	7,5	62,2
1990	66,7	8,4	61,1	72,4	7,1	67,3	66,9	7,0	62,2	67,6	7,3	62,7	69,9	6,3	65,5	64,6	10,2	58,0	60,1	12,1	52,8	62,3	10,6	55,7	65,9	14,9	56,1	56,2	17,0	46,6	67,1	8,2	61,6
1991	67,2	10,0	60,5	72,7	8,3	66,7	67,3	7,3	62,4	66,9	8,9	60,9	68,7	9,7	62,0	63,6	12,0	56,0	58,9	12,8	51,4	61,5	12,1	54,1	65,0	16,9	54,0	55,7	18,3	45,5	66,5	10,3	59,7
1992	67,1	10,5	60,1	72,0	9,6	65,1	66,7	8,3	61,2	66,1	9,7	59,7	67,7	10,9	60,3	62,7	12,8	54,7	59,3	12,8	51,7	60,0	13,1	52,1	65,8	18,0	54,0	54,0	20,2	43,1	65,7	11,2	58,3
1993	66,3	9,7	59,9	71,5	9,7	64,6	66,8	8,0	61,5	66,8	9,3	60,6	67,4	10,6	60,3	62,3	13,2	54,1	59,3	12,6	51,8	60,1	14,7	51,3	65,3	18,1	53,5	53,2	20,1	42,5	65,4	11,4	57,9
1994	66,6	9,4	60,3	71,7	8,6	65,5	65,9	7,0	61,3	66,6	9,2	60,5	66,4	9,6	60,0	62,5	12,2	54,9	59,1	12,4	51,8	60,4	13,3	52,4	65,5	17,0	54,4	53,6	20,4	42,7	65,2	10,3	58,5
1995	65,6	8,9	59,8	72,0	7,8	66,4	66,0	7,0	61,4	66,3	7,5	61,3	65,7	8,7	60,0	62,2	12,4	54,5	59,3	11,5	52,5	59,8	12,1	52,6	65,6	14,7	56,0	53,1	18,2	43,4	64,9	9,4	58,8
1996	65,5	8,9	59,7	72,1	7,0	67,1	65,5	6,5	61,2	66,4	7,5	61,4	66,0	9,1	60,0	62,1	11,8	54,8	59,0	11,7	52,1	60,0	12,7	52,4	66,2	14,5	56,6	52,2	19,5	42,0	64,7	9,6	58,5
1997	64,9	8,7	59,3	71,7	6,0	67,4	66,3	6,0	62,3	66,9	6,6	62,5	65,9	8,5	60,3	62,1	11,4	55,0	60,0	12,8	52,3	60,2	12,3	52,8	66,2	14,9	56,3	52,5	18,8	42,6	64,9	9,1	59,0
1998	64,8	8,9	59,0	72,2	5,7	68,1	66,6	5,9	62,7	67,1	5,7	63,3	66,3	7,2	61,5	62,2	10,4	55,7	60,8	12,1	53,4	60,6	10,7	54,1	65,9	13,8	56,8	54,0	17,9	44,3	65,1	8,3	59,7
1999	65,3	8,3	59,9	72,4	5,8	68,2	66,7	6,1	62,6	67,9	5,5	64,2	66,8	6,4	62,5	62,5	9,5	56,6	61,6	10,2	55,3	61,0	9,6	55,1	66,8	14,2	57,3	56,3	16,7	46,9	65,6	7,6	60,6

Source

Statistique Canada, CANSIM (D980778, D989458, D989464, D989470, D989476, D989482, D989488, D989494, D989500, 989506, D989512 (pour A), D980745, D989457, D989463, D989469, D989475, D989481, D989487, D989493, D989499, D989505, D989511 (pour C))

Note

Le taux d'activité A représente la population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Le taux de chômage C représente le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active

Le taux d'emploi E représente le nombre de personnes au travail en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Les liens entre A, C et E sont donnés par la formule: $A*[1-(C/100)]=E$

Tableau 5
STATISTIQUES SUR L'EMPLOI DES HOMMES DE 55 À 64 ANS AU CANADA,
AU QUÉBEC, AUX ÉTATS-UNIS ET DANS LE ROC 1976-1999
Données désaisonnalisées
(A = Taux d'activité, E = Taux d'emploi)

	Canada		Québec		Etats-Unis		ROC	
	A	E	A	E	A	E	A	E
1976	75,9	72,8	75,4	71,7	74,3	71,2	77,2	74,3
1977	75,3	71,5	73,8	68,6	73,8	71,2	77,2	73,9
1978	75,3	71,1	75,0	69,5	73,3	71,3	76,9	73,3
1979	75,0	71,5	73,4	69,2	72,8	70,8	77,3	74,2
1980	74,6	71,3	74,7	70,2	72,2	69,7	76,6	73,7
1981	74,1	70,7	71,9	67,4	70,6	68,1	76,3	73,5
1982	72,5	67,2	69,0	62,8	70,3	66,4	75,3	70,5
1983	71,5	65,4	69,6	62,9	69,3	65,2	73,4	67,6
1984	70,4	64,5	66,8	60,4	68,5	65,1	72,8	67,3
1985	69,1	63,1	65,6	58,6	68,0	65,0	72,1	66,4
1986	67,7	62,6	63,5	57,6	67,3	64,4	70,5	65,7
1987	65,8	61,4	61,7	56,5	67,6	65,1	68,3	64,1
1988	65,6	61,4	60,7	56,0	67,0	64,7	68,7	64,6
1989	65,3	61,1	59,4	54,2	67,2	64,9	68,6	64,7
1990	64,3	60,3	60,0	54,5	67,8	65,3	64,8	60,9
1991	62,3	57,1	58,2	51,7	67,0	63,9	62,8	57,7
1992	61,4	55,4	56,3	49,6	67,0	63,1	62,0	56,0
1993	60,4	54,3	55,2	48,6	66,5	63,1	61,0	54,9
1994	59,7	54,0	54,9	47,1	65,5	62,6	60,2	54,7
1995	58,7	53,7	54,4	48,1	66,0	63,6	59,2	54,3
1996	58,4	53,7	53,4	47,9	67,0	64,7	59,0	54,3
1997	59,6	55,1	56,1	50,4	67,6	65,5	60,0	55,6
1998	58,8	54,7	54,7	49,4	68,1	66,2	59,3	55,3
1999	60,7	56,9	56,3	51,5	67,9	65,7	61,2	57,5

Source

Statistique Canada [CANSIM (D980544, D985092)], Census Bureau et Institut de la Statistique du Québec

Note

Le taux d'activité représente la population active en pourcentage de la population totale et le taux d'emploi représente le nombre de personnes au travail en pourcentage de la population totale pour les hommes de 55 à 64 ans

Tableau 6

NOMBRE DE PRESTATAIRES D'ASSURANCE-EMPLOI AU CANADA ET AU QUÉBEC, 1981-1999

	Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Canada	milliers	720	1 138	1 248	1 194	1 145	1 095	1 033	1 015	1 030	1 121	1 365	1 388	1 291	1 112	957	911	782	743	
Québec	milliers	273	392	385	371	359	338	316	323	337	368	427	433	404	355	313	301	259	243	
	% Canada	37,9	34,4	30,8	31,1	31,4	30,9	30,6	31,8	32,7	32,8	31,3	31,2	31,3	31,9	32,7	33,0	33,1	32,7	

Source

Statistique Canada, CANSIM (D730563, D730576)

Tableau 7

NOMBRE DE FAILLITES AU CANADA ET AU QUÉBEC, 1981-2000

Canada		Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Commerc.	unité		7 708	10 265	9 826	9 285	8 314	8 143	7 371	7 721	8 314	11 642	13 496	14 317	12 527	11 810	13 258	14 229	12 200	10 780	10 023
	var. %		...	33,2	-4,3	-5,5	-10,5	-2,1	-9,5	4,7	7,7	40,0	15,9	6,1	-12,5	-5,7	12,3	7,3	-14,3	-11,6	-7,0
Ménages	unité		23 036	30 643	26 822	22 022	19 752	21 765	24 384	25 817	29 202	42 782	62 277	61 822	54 456	53 802	65 432	79 631	85 297	75 459	72 994
	var. %		9,6	33,0	-12,5	-17,9	-10,3	10,2	12,0	5,9	13,1	46,5	45,6	-0,7	-11,9	-1,2	21,6	21,7	7,1	-11,5	-3,3
Québec		Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Commerc.	unité		3 161	4 195	3 700	3 212	2 650	2 671	2 537	2 883	3 336	4 676	5 217	5 353	4 623	4 488	5 135	5 771	4 590	3 821	3 283
	var. %		...	32,7	-11,8	-13,2	-17,5	0,8	-5,0	13,6	15,7	40,2	11,6	2,6	-13,6	-2,9	14,4	12,4	-20,5	-16,8	-14,1
	% Can.		41,0	40,9	37,7	34,6	31,9	32,8	34,4	37,3	40,1	40,2	38,7	37,4	36,9	38,0	38,7	40,6	37,6	35,4	32,8
Ménages	unité		7 031	8 878	7 561	6 269	5 684	6 497	7 730	9 779	11 154	13 922	18 319	16 632	15 707	16 013	20 832	24 887	26 981	24 652	23 279
	var. %		14,4	26,3	-14,8	-17,1	-9,3	14,3	19,0	26,5	14,1	24,8	31,6	-9,2	-5,6	1,9	30,1	19,5	8,4	-8,6	-5,6
	% Can.		30,5	29,0	28,2	28,5	28,8	29,9	31,7	37,9	38,2	32,5	29,4	26,9	28,8	29,8	31,8	31,3	31,6	32,7	31,9

Source

Statistique Canada, CANSIM (D93467, D93500, D369970, D370047, D370464, D370469, D370477, D370482)

Note

Les statistiques de 2000 sont une projection sur 12 mois des données des 9 premiers mois

Tableau 8

RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE AU CANADA ET AU QUÉBEC (Incluant le temps supplémentaire), 1983-1999

	Mesure	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	83-89	90-99	83-99	
																				(variations annuelles moy.)		
Canada	\$	382,67	398,58	412,68	425,12	441,13	460,59	484,10	506,18	529,49	547,93	557,92	568,19	573,71	585,97	598,22	606,31	610,34				
	variation %	...	4,2	3,5	3,0	3,8	4,4	5,1	4,5	4,6	3,5	1,8	1,8	1,0	2,1	2,1	1,4	0,7	4,0	1,9	3,0	
Québec	\$	379,39	393,80	404,76	414,37	431,71	452,34	469,76	496,23	516,34	535,46	542,41	546,77	549,62	554,33	564,92	571,68	571,32				
	variation %	...	3,8	2,8	2,4	4,2	4,8	3,9	5,6	4,1	3,7	1,3	0,8	0,5	0,9	1,9	1,2	-0,1	3,6	1,4	2,6	
	% Canada	99,1	98,8	98,1	97,5	97,9	98,2	97,0	98,0	97,5	97,7	97,2	96,2	95,8	94,6	94,4	94,3	93,6				

Source

Statistique Canada, CANSIM (L57711, L58554, L71070, L70290)

Note

Les données antérieures à 1983 sont inutilisables suite à une modification des méthodes d'enquête de Statistique Canada

Tableau 9A

DONNÉES SUR LE COMMERCE POUR LE CANADA, 1981-1999

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Demande intérieure	547 544	527 085	537 630	555 363	589 248	611 805	641 587	677 369	704 088	708 954	702 560	709 247	713 461	733 692	739 622	757 288	794 624	816 109	852 876
Dépenses privées	314 720	306 931	315 693	329 926	346 955	360 738	375 678	392 093	406 034	411 343	405 783	412 940	420 442	433 649	442 941	453 990	472 867	485 906	504 763
en % PIB	57,1	57,4	57,4	56,8	56,7	57,4	57,4	57,1	57,7	58,3	58,6	59,1	58,8	57,9	57,6	58,1	58,0	57,7	57,3
Dépenses publiques	129 157	131 901	134 119	135 654	141 501	144 166	146 180	152 897	157 195	162 937	167 541	169 262	169 362	167 263	166 380	164 524	163 675	166 442	166 905
en % PIB	23,4	24,6	24,4	23,3	23,1	22,9	22,3	22,3	23,1	24,2	24,2	23,7	22,4	21,6	21,1	20,1	19,8	19,8	19,0
Investissements privés	90 639	78 126	78 769	80 449	88 435	93 779	104 799	115 783	121 883	115 727	109 783	108 209	105 197	112 958	111 058	120 122	140 414	145 233	159 828
en % PIB	16,4	14,6	14,3	13,8	14,4	14,9	16,0	16,9	17,3	16,4	15,9	15,5	14,7	15,1	14,4	15,4	17,2	17,2	18,2
Investissements publics	11 370	11 830	11 467	12 033	13 532	13 697	14 213	14 875	16 542	17 665	18 899	18 836	18 460	19 822	19 243	18 652	17 668	18 528	21 380
en % PIB	2,1	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	2,5	2,4	2,2	2,2	2,4
Investissements totaux	102 009	89 956	90 236	92 482	101 967	107 476	119 012	130 658	138 425	133 392	128 682	127 045	123 657	132 780	130 301	138 774	158 082	163 761	181 208
en % PIB	18,5	16,8	16,4	15,9	16,6	17,1	18,2	19,0	19,7	18,9	18,6	18,2	17,3	17,7	16,9	17,8	19,4	19,4	20,6
Exportations totales	227 528	215 745	226 679	249 873	263 249	273 349	284 446	306 547	312 819	316 506	310 921	323 631	345 343	377 531	401 924	419 584	447 865	479 897	524 927
en % PIB	41,3	40,3	41,2	43,0	43,0	43,5	43,5	44,7	44,5	44,9	44,9	46,3	48,3	50,4	52,3	53,7	55,0	57,0	59,6
Exp. internationales	103 568	102 305	108 822	129 078	136 229	143 359	148 093	162 162	164 203	171 977	175 926	189 784	210 537	238 141	259 667	274 631	297 840	322 345	358 272
en % exportations	45,5	47,4	48,0	51,7	51,7	52,4	52,1	52,9	52,5	54,3	56,6	58,6	61,0	63,1	64,6	65,5	66,5	67,2	68,3
en % PIB	18,8	19,1	19,8	22,2	22,2	22,8	22,6	23,6	23,3	24,4	25,4	27,2	29,5	31,8	33,8	35,2	36,5	38,3	40,7
Importations totales	227 088	199 076	213 047	232 998	249 461	263 197	277 240	305 051	319 869	319 644	316 064	326 240	341 381	363 100	379 863	396 391	438 160	462 401	502 514
en % PIB	41,2	37,2	38,7	40,1	40,7	41,9	42,4	44,5	45,5	45,3	45,7	46,7	47,8	48,5	49,4	50,8	53,8	54,9	57,1
Imp. internationales	103 147	86 865	96 247	113 709	123 759	134 335	141 920	161 382	171 580	175 482	181 120	192 393	206 575	223 710	237 606	251 438	288 135	304 849	335 859
en % importations	45,4	43,6	45,2	48,8	49,6	51,0	51,2	52,9	53,6	54,9	57,3	59,0	60,5	61,6	62,6	63,4	65,8	65,9	66,8
en % PIB	18,7	16,2	17,5	19,6	20,2	21,4	21,7	23,5	24,4	24,9	26,2	27,5	28,9	29,9	30,9	32,2	35,4	36,2	38,2
Produit intérieur brut	551 305	535 113	549 843	581 038	612 416	628 575	654 360	686 176	703 577	705 464	692 247	698 544	714 583	748 350	769 082	780 916	815 013	842 002	880 254

Source

Statistique Canada: CANSIM séries D24642, D24643, D24649, D24650, D24657, D24658, D24625, D24630, D24631, D24635.

Tableau 9B

DONNÉES SUR LE COMMERCE POUR LE QUÉBEC, 1981-1999

(en millions \$ 92)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Demande intérieure	126 050	120 898	125 445	131 871	139 506	146 202	153 013	159 371	164 497	165 652	163 810	164 740	166 039	169 255	168 579	173 259	179 298	184 758	191 776
Dépenses privées	75 224	72 553	75 018	79 209	83 295	86 370	89 603	92 790	95 055	95 636	94 135	95 652	97 245	100 292	102 323	104 889	108 532	111 636	116 557
en % PIB	56,7	56,6	57,3	57,8	59,0	59,2	58,9	58,4	59,3	59,5	59,8	60,4	60,4	60,0	60,1	60,7	60,8	60,7	60,5
Dépenses publiques	33 866	33 947	34 380	34 579	35 581	37 273	37 006	38 567	39 360	40 447	41 375	42 239	42 157	41 735	41 029	40 412	39 985	40 591	40 974
en % PIB	25,5	26,5	26,3	25,2	25,2	25,5	24,3	24,3	24,6	25,1	26,3	26,7	26,2	25,0	24,1	23,4	22,4	22,1	21,3
Investissements privés	15 583	13 726	14 850	16 332	17 719	19 710	23 185	24 397	25 767	25 250	23 843	22 786	22 312	22 639	20 764	22 742	24 808	26 924	29 532
en % PIB	11,8	10,7	11,4	11,9	12,6	13,5	15,2	15,4	16,1	15,7	15,2	14,4	13,9	13,5	12,2	13,2	13,9	14,6	15,3
Investissements publics	2 317	2 113	2 364	2 630	3 367	3 085	2 948	3 240	3 700	3 839	4 162	4 063	4 325	4 589	4 463	4 520	4 167	4 335	4 713
en % PIB	1,7	1,6	1,8	1,9	2,4	2,1	1,9	2,0	2,3	2,4	2,6	2,6	2,7	2,7	2,6	2,6	2,3	2,4	2,4
Investissements totaux	17 900	15 839	17 214	18 962	21 086	22 795	26 133	27 637	29 467	29 089	28 005	26 849	26 637	27 228	25 227	27 262	28 975	31 259	34 245
en % PIB	13,5	12,4	13,2	13,8	14,9	15,6	17,2	17,4	18,4	18,1	17,8	17,0	16,6	16,3	14,8	15,8	16,2	17,0	17,8
Exportations totales	52 918	48 904	50 518	54 462	55 794	57 499	57 967	64 015	65 402	67 247	64 327	65 224	70 045	76 479	80 251	82 245	89 002	95 222	102 889
en % PIB	39,9	38,2	38,6	39,7	39,5	39,4	38,1	40,3	40,8	41,8	40,9	41,2	43,5	45,7	47,1	47,6	49,9	51,8	53,4
Exp. internationales	23 290	22 028	22 920	26 516	26 623	28 082	26 349	30 016	30 931	33 160	32 514	34 540	39 402	46 615	49 182	51 764	57 085	61 823	67 313
en % exportations	44,0	45,0	45,4	48,7	47,7	48,8	45,5	46,9	47,3	49,3	50,5	53,0	56,3	61,0	61,3	62,9	64,1	64,9	65,4
en % PIB	17,6	17,2	17,5	19,3	18,9	19,2	17,3	18,9	19,3	20,6	20,7	21,8	24,5	27,9	28,9	30,0	32,0	33,6	35,0
Importations totales	49 844	42 735	46 500	52 755	56 036	58 532	61 597	67 396	71 378	71 812	70 010	69 898	74 878	76 912	78 941	83 075	89 606	96 010	103 922
en % PIB	37,6	33,3	35,5	38,5	39,7	40,1	40,5	42,4	44,6	44,6	44,5	44,1	46,5	46,0	46,3	48,1	50,2	52,2	54,0
Imp. internationales	22 932	18 738	20 862	24 618	27 608	28 789	30 289	34 386	37 302	39 530	40 653	41 324	44 943	45 589	47 455	51 236	57 240	61 389	68 200
en % importations	46,0	43,8	44,9	46,7	49,3	49,2	49,2	51,0	52,3	55,0	58,1	59,1	60,0	59,3	60,1	61,7	63,9	63,9	65,6
en % PIB	17,3	14,6	15,9	17,9	19,6	19,7	19,9	21,6	23,3	24,6	25,8	26,1	27,9	27,3	27,9	29,7	32,1	33,4	35,4
Produit intérieur brut	132 580	128 180	130 811	137 153	141 169	145 901	152 119	158 862	160 184	160 838	157 310	158 357	160 897	167 241	170 366	172 707	178 460	183 835	192 535

Source

Statistique Canada, CANSIM séries D24812, D24813, D24819, D24820, D24827, D24828, D24795, D24800, D24801, D24805

Tableau 9C

POURCENTAGE DU QUÉBEC DANS LE COMMERCE CANADIEN, 1981-1999

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Demande intérieure	23,0	22,9	23,3	23,7	23,7	23,9	23,8	23,5	23,4	23,4	23,3	23,2	23,3	23,1	22,8	22,9	22,6	22,6	22,5
Dépenses privées	23,9	23,6	23,8	24,0	24,0	23,9	23,9	23,7	23,4	23,2	23,2	23,2	23,1	23,1	23,1	23,1	23,0	23,0	23,1
Dépenses publiques	26,2	25,7	25,6	25,5	25,1	25,9	25,3	25,2	25,0	24,8	24,7	25,0	24,9	25,0	24,7	24,6	24,4	24,4	24,5
Investissements privés	17,2	17,6	18,9	20,3	20,0	21,0	22,1	21,1	21,1	21,8	21,7	21,1	21,2	20,0	18,7	18,9	17,7	18,5	18,5
Investissements publics	20,4	17,9	20,6	21,9	24,9	22,5	20,7	21,8	22,4	21,7	22,0	21,6	23,4	23,2	23,2	24,2	23,6	23,4	22,0
Investissements totaux	17,5	17,6	19,1	20,5	20,7	21,2	22,0	21,2	21,3	21,8	21,8	21,1	21,5	20,5	19,4	19,6	18,3	19,1	18,9
Exportations totales	23,3	22,7	22,3	21,8	21,2	21,0	20,4	20,9	20,9	21,2	20,7	20,2	20,3	20,3	20,0	19,6	19,9	19,,8	19,6
Exp. internationales	22,5	21,5	21,1	20,5	19,5	19,6	17,8	18,5	18,8	19,3	18,5	18,2	18,7	19,6	18,9	18,8	19,2	19,2	18,8
Importations totales	21,9	21,5	21,8	22,6	22,5	22,2	22,2	22,1	22,3	22,5	22,2	21,4	21,9	21,2	20,8	21,0	20,5	20,8	20,7
Imp. internationales	22,2	21,6	21,7	21,7	23,3	21,4	21,3	21,3	21,7	22,5	22,4	21,5	21,8	20,4	20,0	20,4	19,9	20,1	20,3
Produit intérieur brut	24,0	24,0	23,8	23,6	23,1	23,2	23,2	23,2	22,8	22,8	22,7	22,7	22,5	22,3	22,2	22,1	21,9	21,8	21,9

Source

Tableaux 9A et 9B

Tableau 10

CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAU TECHNOLOGIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA, 1990-1999**Taux de croissance des exportations par niveau technologique, Québec, 1990-1999**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
En millions de \$										
Haute technologie	5 463	5 665	5 639	6561	7 003	8 538	9 870	10 617	12 819	14 701
% Variation	49,4	3,7	-0,5	16,4	6,7	21,9	15,6	7,6	20,8	14,7
Moyenne-haute technologie	4 413	3 448	3 214	6398	8 556	9 026	8 176	8 855	9 516	9 994
% Variation	-1,8	-21,9	-6,8	99,1	33,7	5,5	-9,4	8,3	7,5	5,0
Moyenne-faible technologie	5 349	5 319	5 856	6865	8 727	10 957	11 128	11 806	12 153	12 370
% Variation	-4,1	-0,6	10,1	17,2	27,1	25,6	1,6	6,1	2,9	1,8
Faible technologie	7 044	7 087	8 071	9708	11 074	13 898	14 683	15 747	17 036	18 246
% Variation	1,5	0,6	13,9	20,3	14,1	25,5	5,7	7,2	8,2	7,1
Total	22 269	21 519	22 780	29 532	35 359	42 419	43 858	47 024	51 524	55 312
% Variation	7,8	-3,4	5,9	29,6	19,7	20,0	3,4	7,2	9,6	7,4

Taux de croissance des exportations par niveau technologique, Canada, 1990-1999

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
En millions de \$										
Haute technologie	11 856	12 872	12 972	13789	16 849	21 305	22 929	24 666	28 364	30 280
% Variation	31,6	8,6	0,8	6,3	22,2	26,4	7,6	7,6	15,0	6,8
Moyenne-haute technologie	50 638	48 445	55 818	68379	84 171	94 315	95 485	106 064	116 340	136 626
% Variation	1,4	-4,3	15,2	22,5	23,1	12,1	1,2	11,1	9,7	17,4
Moyenne-faible technologie	19 301	18 846	20 397	23316	27 425	33 572	36 842	38 663	40 027	41 824
% Variation	8,5	-2,4	8,2	14,3	17,6	22,4	9,7	4,9	3,5	4,5
Faible technologie	30 798	29 088	33 013	38852	46 322	57 000	56 554	60 022	63 733	69 721
% Variation	1,9	-5,6	13,5	17,7	19,2	23,1	-0,8	6,1	6,2	9,4
Total	112 593	109 249	122 201	144 336	174 768	206 192	211 810	229 416	248 464	278 452
% Variation	5,3	-3,0	11,9	18,1	21,1	18,0	2,7	8,3	8,3	12,1

Taux de croissance	Québec	Canada
Haute Technologie		
1990-1994	28,2	42,1
1995-1999	72,2	42,1
1990-1999	169,1	155,4
Faible technologie		
1990-1994	57,2	50,4
1995-1999	31,3	22,3
1990-1999	159,0	126,4
Total		
1990-1994	58,8	55,2
1995-1999	30,4	35,0
1990-1999	148,4	147,3

Source: Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles, Bulletin sur l'économie du savoir, Septembre 2000.